

L'assassinat de Berta Cáceres, crime d'Etat

*Marcos Roitman Rosenmann**

Je comprends parfaitement le motif pour lequel le pouvoir politique au moyen de ses organisations paramilitaires, dépendant du gouvernement hondurien, a décidé d'en finir avec la vie de Berta Cáceres. De même, le silence complice de ceux qui demandent le respect des droits de l'homme en Amérique Latine, se proclament démocrates et n'élèvent pas leur voix quand il s'agit d'une dirigeante d'organisations populaires, dont le travail était reconnu internationalement, ne me surprend pas. Au Honduras, de 2002 à 2014, 111 militants ont été assassinés, mais rien de cela n'est significatif pour des personnages qui n'ont d'yeux que pour les transnationales, les centres de pouvoir, la banque et les pouvoirs de fait. Je me réfère à ceux qui, depuis leur pupitre, lancent des harangues incendiaires contre les gouvernements populaires et demandent la mise en liberté de condamnés pour sédition comme dans le cas du vénézuélien Leopoldo Lopez, corresponsable de la mort de 43 personnes dans le soulèvement connu sous le nom de La Salida (la sortie), conçu pour renverser le gouvernement légitime de la République Bolivarienne du Venezuela.

Des ex-présidents comme Álvaro Uribe, José María Sanguinetti, Fernando Henrique Cardoso, Ricardo Lagos, Ernesto Zedillo, Jose María Aznar et Felipe González, compromis par des assassinats, des actes de corruption, des trafics d'influence, des ventes d'armes et des persécutions politiques, sont devenus muets devant cet acte de violence d'Etat. Eux ne se prononcent pas, bien qu'ils s'échangent des décorations, des conférences, de l'argent, beaucoup d'argent, et qu'ils voyagent de par le monde sans craindre pour leurs vies. Ils sont blindés, ils jouissent d'impunité. Ils sont responsables du massacre d'Acteal au Mexique, des GAL en Espagne, des lois d'amnistie pour cacher la honte de crimes contre l'humanité au Brésil, en Uruguay ou au Chili, de la persécution des peuples indigènes, des mouvements paysans, pour les droits humains, l'environnement ou étudiants.

A cette occasion, ils regardent ailleurs. Il n'y a pas de condamnation du gouvernement du Honduras, ils ne demandent pas de responsabilités, ils ne s'arrachent pas leurs vêtements. De même, les moyens de communication, les journalistes, les partis politiques sociodémocrates, libéraux, conservateurs, ni de droite ni de gauche, tellement combattants et gardiens de la paix et de la démocratie, unis quand il s'agit de juger des gouvernements populaires, continuent sans articuler un mot. C'est que Berta Cáceres ne mérite pas leur attention. C'était une paysanne, une dirigeante populaire, une personne gênante, une militante sociale qui était parvenue avec ses corrégionnaires à paralyser les mégaprojets comme le barrage de Agua Zarca, financé par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et des entreprises chinoises. Un triomphe pour quelqu'un qui était soumise à des pressions et à des menaces. Elle ne se laissa jamais intimider, elle répondit avec dignité, sans peur, consciente du danger, elle nomma et prénomma les oligarques, les auteurs de coup d'état et autres grands propriétaires terriens qui parrainaient les mégaprojets.

Berta Cáceres n'était pas une inconnue ; ses actions en défense de l'environnement et des droits humains lui avaient valu d'obtenir en 2015 le prix Goldman de l'environnement, connu comme le *Nobel vert*. Sa voix était respectée. Elle avait subi de multiples arrestations arbitraires depuis le coup d'état civico-militaire qui destitua le président Manuel Zelaya le 28 juin 2009. Elle avait intégré le Front National contre le Coup d'Etat et mis à jour la trame sur laquelle se constitua le gouvernement *de facto* dirigé par Roberto Micheletti. Elle désigna les militaires comme les responsables des meurtres de dirigeants syndicaux, de paysans et de travailleurs opposés au coup d'Etat.

Dans une entrevue accordée au journaliste mexicain Mario Casasús, pour le site web *Desinformémonos*, elle déclarait en 2010 : « Nous avons dénoncé la militarisation dans tout le pays, non seulement de la part de l'armée hondurienne et de la police locale, mais aussi des troupes

étasuniennes qui réalisent leurs manœuvres conjointes avec l'armée de Colombie dans les Islas de la Bahia (îles honduriennes dans le golfe des Caraïbes, au Nord du Honduras) ; ils veulent imposer une logique d'acceptation du militarisme semblable à celui de la Colombie, nous avons été victimes – dans les communautés indigènes – du harcèlement par les troupes étasuniennes de Palmerola (base militaire des Etats-Unis au centre du Honduras) ; cela nous ne l'avions jamais vu ; des troupes de l'armée étasunienne sont venues perquisitionner nos bureaux. Nous vivons un terrorisme d'Etat ; ils ont assassiné des camarades du COPINH, nous avons des camarades emprisonnés, ils nous ont saisi des documents, ils nous ont frappé, expulsé et réprimé. Face à cela, la réponse digne des peuples indigènes est : plus de résistance, plus d'organisation, plus d'organisation et de propositions ».

Et elle finissait sur ces mots : « Nous sommes en pleine lutte dans le bassin du rio Gualcarque dans la montagne de Puca Opalaca, où les magnats golpistes Fredy Nazar et Miguel Facussé veulent s'approprier ces rivières qui sont aux communautés lencas, les peuples indigènes ont les titres de propriété communautaires et les oligarques veulent privatiser les terres et les eaux. Nous n'avons pas abandonné la lutte : c'est difficile parce que nous affrontons les forestiers qui vivent dans l'impunité ; nous avons expulsé 30 industries d'exploitation du bois, nous avons arrêté des projets hydroélectriques transnationaux, nous avons en outre augmenté la participation du peuple aux radios communautaires. »

Je comprends le motif du silence du pouvoir après son assassinat, la complicité de personnages abjects qui l'ont parrainé, ils reçoivent des miettes, ils vivent dans le mensonge et se réjouissent de sa mort. C'est leur haine, leur indignité et, surtout, leur appartenance à une classe sociale capable de donner des coups d'Etat, de torturer et d'exercer le terrorisme d'Etat. Traîtres à leur peuple, ils vivent dans le fumier.

Berta Cáceres les a dépeints et ils ne le supportaient pas. Le peuple hondurien et les peuples de notre Amérique Latine ne l'oublieront jamais, mais nous ne cesserons de demander justice pour que ses exécuteurs matériels et intellectuels soient arrêtés et condamnés. La voix du peuple ne se tait pas.

**sociologue, professeur à l'Université Complutense, Madrid*

Source: <http://www.jornada.unam.mx/2016/03/07/opinion/020a2pol>

